

Thème : La preuve en droit du travail

Date : Vendredi 19 septembre 2025 de 9h30 à 12h30

Lieu : Laval

Pré-requis : être avocat, connaissances de base de la matière ciblée / **Niveau : 2**

Objectifs :

- *Faire le point sur les derniers arrêts relatifs au droit à la preuve (en droit du travail comme en droit de la sécurité sociale).*
- *Distinguer les hypothèses dans lesquelles la charge de la preuve pèse sur l'un ou l'autre, et l'importance des présomptions.*

Méthodes mobilisées :

Programme :

I/ Le droit des preuves

- 1- Contrat de travail et autres documents
- 2- Le bulletin de salaire
- 3- Les témoignages
- 4- Les aveux
- 5- Conclusion sur la recevabilité des preuves

II/ Le droit de la preuve

- 1- La charge de la preuve pèse sur l'employeur ou sur le salarié selon le cas.

- 2- La cause réelle et sérieuse du licenciement

- 3- Le paiement du salaire

- 4- Les présomptions

- 5- Durée et temps de travail

III/ Le droit à la preuve

- 1-Obtention de la preuve et production de la preuve

- 2-L'arrêt CEDH 19 10 2019 « Lopez Ribalda »

- 3-Cass. Ass. Plén., 22 déc. 2023

- 4-Droit à la preuve et art. 145 CPC

➤ **Moyens pédagogiques :** Power point et vidéo projection

➤ **Modalités d'évaluation finale :** un questionnaire d'auto-évaluation est proposé en fin de formation afin de mesurer l'évolution des compétences et des acquis de chaque apprenant.

Intervenant

Bernard GAURIAU, Agrégé des facultés de droit, Professeur à l'université d'Angers, ancien avocat au Barreau de Paris

Informations importantes :

- Date limite des inscriptions : 15 jours au plus tard avant la formation (les séances sont susceptibles d'être annulées faute d'un nombre de participants suffisant)
 - Tarifs : Avocats ayant plus de deux ans d'exercice : 85€ la demi-journée de formation (hors abonnement) et 45€ pour les avocats « jeune Barreau »
- Les inscriptions peuvent s'effectuer sur notre site internet www.avocats-ecoa.fr ou par voie postale en nous adressant le bulletin d'inscription à la formation, la copie de l'attestation de versement à l'URSSAF au titre de la formation professionnelle pour l'année 2024 ainsi qu'un chèque de règlement libellé à l'ordre de l'ECO A. Toute annulation doit être adressée par écrit au plus tard 4 jours ouvrés avant le début de la formation. Aucun chèque ne sera remboursé après la clôture des inscriptions.